



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/RES/52/210  
27 février 1998

---

Cinquante-deuxième session  
Point 12 de l'ordre du jour

### RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Deuxième Commission (A/52/625)]

#### 52/210. Rapport du Comité de la planification du développement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le rapport du Comité de la planification du développement et les critères d'identification des pays les moins avancés,

*Prenant note* de l'alinéa *a* de la décision 1997/223 du Conseil économique et social, en date du 18 juillet 1997, par laquelle le Conseil a souscrit à la recommandation du Comité de la planification du développement tendant à retirer Vanuatu de la liste des pays les moins avancés,

*Prenant note également* de l'alinéa *b* de la décision 1997/223 du Conseil économique et social,

*Prenant acte* de la teneur de la lettre<sup>1</sup> dans laquelle le Premier Ministre de Vanuatu a énoncé les raisons pour lesquelles il considérerait que l'examen du classement de Vanuatu devrait être reporté à l'an 2000,

*Prenant note* du fait que, conformément à sa résolution 51/183 du 16 décembre 1996, le Comité de la planification et du développement a décidé d'examiner<sup>2</sup> dans le cadre de son programme de travail pour 1997-1998 le rapport que le Secrétaire général doit établir sur l'indice de vulnérabilité concernant les petits États insulaires en développement et de réfléchir à l'utilité de cet indice comme critère

---

<sup>1</sup> A/C.2/52/5, annexe, appendice.

<sup>2</sup> Sans préjudice de l'examen des organes subsidiaires du Conseil économique et social auquel celui-ci doit procéder conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, en date du 24 mai 1996, et compte tenu des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée.

d'identification des pays les moins avancés, dans le cadre de l'examen de la question de l'amélioration des critères et méthodes d'identification des pays les moins avancés<sup>3</sup>,

*Tenant compte* des déclarations faites par plusieurs délégations devant la Deuxième Commission au cours du débat consacré au rapport du Conseil économique et social, le 11 novembre 1997<sup>4</sup>,

1. *Réaffirme* le contenu des paragraphes 4 et 5 de sa résolution 46/206 concernant les dispositions transitoires;

2. *Se félicite* de la réunion à New York du 17 au 19 décembre 1997 du Groupe de travail III du Comité de la planification du développement pour examiner les résultats des travaux techniques et les conclusions de la réunion du groupe d'experts sur l'indice de vulnérabilité, donnant ainsi suite à sa résolution 51/183;

3. *Décide* de reporter l'examen de l'alinéa *a* de la décision 1997/223 du Conseil économique et social à une date où elle pourra tenir compte des vues et recommandations que le Comité de la planification du développement doit lui présenter à sa cinquante-troisième session par l'intermédiaire du Conseil économique et social, conformément aux paragraphes 9 et 10 de sa résolution 51/183, concernant l'utilité de l'indice de vulnérabilité comme critère d'identification des pays les moins avancés et, sans préjudice de l'achèvement de l'élaboration dudit indice ni de son examen, la possibilité de l'appliquer pour déterminer s'il convient de retirer Vanuatu, qui est un petit État insulaire en développement, de la liste des pays les moins avancés, et de trancher la question en conséquence.

*77<sup>e</sup> séance plénière  
18 décembre 1997*

---

<sup>3</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément No 15 (E/1997/35), par. 241, al. c.*

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Deuxième Commission, 36<sup>e</sup> et 37<sup>e</sup> séances (A/C.2/52/SR.36 et 37), et rectificatif.*